

Paris, le 4 février 2019

NOUVELLE ESCALADE SUR LE FRONT DE LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE

Samedi 2 février, lors d'une nouvelle journée de mobilisation dont un des mots d'ordre était justement la protestation contre les violences policières, deux responsables syndicaux ont été blessés par des tirs de lanceurs de balle de défense (LBD) dans des conditions qui suscitent beaucoup d'interrogations et une vive indignation de notre part.

À Paris c'est Louis Boyard, président du syndicat lycéen UNL, qui a été blessé au pied par un tir de LBD. À Strasbourg c'est notre camarade Pascal Maillard qui a été blessé au bras dans des conditions similaires. Dans les deux cas, ces deux responsables syndicaux manifestaient de manière pacifique et étaient parfaitement identifiables comme tels. À qui veut-on faire croire que les auteurs de ces tirs n'ont pas agi sur ordre ou sur la base de consignes visant clairement à dissuader ces responsables syndicaux de se joindre aux Gilets Jaunes ?

Le SNESUP-FSU soutient et soutiendra tou.te.s ses militant.e.s victimes de répression policière ou de poursuites injustifiées, comme celles et ceux des organisations avec lesquelles nous luttons pour une France plus juste et plus fraternelle. Le SNESUP-FSU exige qu'une enquête détermine les circonstances et les responsables de ces agressions.

Plus que jamais, comme l'a rappelé la CA du SNESUP-FSU dans son appel du 17 janvier (voir LF n°51bis), il est nécessaire de mettre fin aux provocations et aux violences policières, de maintenir le droit effectif à manifester pacifiquement et d'interdire l'usage d'armes qui, réputées non-létales, se transforment en dangereuses machines à punir dans leur chair les manifestant.e.s et les syndicalistes. ■

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)